



Collection cercle stratégique franco-allemand

----- 5 -----

Jean-Pierre Maulny/Winfried Veit

Les menaces pour la sécurité de l'Europe

Septembre 2006

Jean-Pierre Maulny

Directeur adjoint de l'Institut de Relations Internationales et Stratégiques (IRIS)

Winfried Veit

Directeur du bureau parisien de la Friedrich-Ebert-Stiftung

Sommaire

Introduction

Politiques industrielles nationales et politique européenne pour l'industrie d'armement

L'Iran et la prolifération nucléaire

L'Afrique et la politique européenne de sécurité et de défense

Programme du 14^e cercle stratégique franco-allemand

Introduction

Le monde n'est pas devenu un endroit devenu plus sûr ces dernières années et l'Europe est affaiblie par la crise qui se poursuit après les "non" français et néerlandais au référendum sur le traité constitutionnel européen. Le "délai de réflexion" décrété par le Conseil européen ne saurait toutefois être une invitation à rester les bras croisés. Les défis auxquels est confrontée la planète et les risques qui pèsent sur la sécurité de l'Europe sont trop grands. Le monde ne vit pas dans l'attente de voir les Européens s'unifier et donner un nouvel élan à l'intégration pour être armé face à ces défis et à ces risques. Il faut donc poursuivre avec pragmatisme les travaux sur différents chantiers de cette construction inachevée qu'est l'Union européenne, même s'ils donnent de temps en temps un résultat bancal : l'une ou l'autre volet de la construction avance plus vite, les autres restent en attente, puis l'édifice retrouve son équilibre.

En matière de politique extérieure et de sécurité commune, il est évident que la construction d'une architecture de sécurité européenne doit se poursuivre et que l'Union européenne doit, sous peine de marginalisation sur la scène internationale, pouvoir s'engager dans les conflits et situations de menace cruciaux pour sa sécurité. Le 14^{ème} Cercle stratégique franco-allemand, qui s'est déroulé les 3 et 4 mai 2006 à Enghien-les-Bains, en région parisienne, a identifié à ce propos trois grands domaines :

- la nécessité d'une harmonisation plus poussée des politiques d'armement nationales et européennes si l'Europe ne veut pas rester à la traîne de l'évolution internationale et risquer - du fait d'une coordination toujours insuffisante - de continuer à gaspiller des moyens comptés. L'Agence européenne de défense est un pas dans la bonne direction, mais les turbulences du groupe franco-allemand EADS montrent que même entre Français et Allemands l'harmonie parfaite ne règne pas encore ;
- la politique nucléaire de l'Iran, qui constitue une menace sérieuse pour la sécurité de l'Europe et l'équilibre stratégique au Proche-Orient. La persévérance de l'E3 (France, Allemagne, Grande Bretagne), rejoint entre-temps par les Etats-Unis, la Russie et la Chine, est un parfait exemple de la façon dont l'Union européenne peut agir sur la scène internationale - même sans ministre des Affaires étrangères commun ;
- l'Afrique sub-saharienne, qui devient un enjeu de plus en plus important pour l'Union européenne, en termes à la fois positifs et négatifs : en raison de ses ressources naturelles, pétrole essentiellement, mais aussi de la pression migratoire, des trafics d'êtres humains et de stupéfiants, de ses bases terroristes et de certains de ses Etats en déliquescence. Une responsabilité particulière revient ici à l'Union européenne, en raison notamment du passé colonial de certains Etats de l'Union et parce que les Etats-Unis, le "gendarme du monde", sont surtout présent dans d'autres régions du monde. La deuxième opération européenne au Congo prouve d'ailleurs que l'Union européenne a de plus en plus conscience de ses responsabilités en matière de politique internationale.

Cette publication se fonde sur les exposés et débats du Cercle stratégique franco-allemand, qui se réunit alternativement en France et en Allemagne tous les six mois depuis 1999. Organisé par le bureau parisien de la Fondation Friedrich Ebert (FES) et l'Institut des Relations Internationales et Stratégiques (IRIS), le Cercle stratégique franco-allemand est aujourd'hui une institution bien établie et un important instrument du dialogue franco-allemand en matière de sécurité. C'est un lieu de rencontre entre parlementaires, experts des questions de sécurité, diplomates, hauts fonctionnaires de différents ministères, représentants de centres de recherche et industriels du secteur de la défense. Le résumé ci-après ne prétend pas rendre l'intégralité des exposés et débats du 14^{ème} Cercle stratégique. L'objet de cette publication n'est pas de restituer intégralement chaque intervention mais de faire le bilan des deux journées de discussion.

Politiques industrielles nationales et politique européenne pour l'industrie d'armement

La 14^{ème} réunion du cercle stratégique franco-allemand a prouvé qu'il n'était pas aisé d'avoir un dialogue productif sur les questions industrielles dans le domaine de l'armement. Il subsiste le sentiment que le dialogue franco-allemand sur ce sujet est marqué par nombre d'incompréhensions et de non-dit. Il semble même parfois qu'il y ait une sorte de d'incompréhension réciproque sur les intentions de l'autre.

Pourtant tant les représentants des ministères de la défense, que les industriels ou les chercheurs font un constat réciproque : nous avons besoin tout à la fois d'une politique industrielle commune dans le domaine de l'armement, de rapprocher les besoins opérationnels, d'avoir une industrie qui soit européenne et non nationale, d'avancer vers l'établissement d'un marché européen de la défense, et enfin d'avoir un instrument fort au niveau européen tant pour définir une politique commune de défense que pour définir les capacités dont a besoin l'Union européenne ou pour définir une politique industrielle commune. En un mot le soutien pour l'Agence européenne de défense est en théorie unanime.

Au-delà de ce constat commun les incompréhensions commencent.

Les Allemands ont le sentiment que la France pratique une politique nationale dans le domaine de l'armement, qu'elle subventionne son industrie, qu'elle essaie de prendre le leadership dans tous les domaines (critique implicite) et qu'elle refuse l'établissement d'un marché européen de l'armement. Les Français répondent en nuancant très fortement ces critiques. La politique de subventions de l'industrie a cessé. L'objectif est bien d'avoir une industrie compétitive dans un environnement concurrentiel. Pour autant l'actionnariat public ne doit pas être systématiquement mis en cause si son expression est transparente et s'il a pour but de mettre en place un actionnariat fiable.

Ce dernier point renvoie à une préoccupation plus spécifiquement française, celle de la sécurité des approvisionnements, celle de pouvoir bénéficier de partenaires industriels fiables qui ne soient pas dans la main d'intérêts hostiles ou simplement divergents. Ainsi si les Français acceptent bien le principe de l'ouverture du marché européen de défense c'est sur la base du volontariat et de la réciprocité, principes qui ont été fixés dans le projet de code de conduite de l'Agence européenne de défense, alors que la suppression de l'article 296 du traité de l'Union européenne conduirait à une rupture de l'égalité d'accès au marché entre l'Union européenne et les Etats-Unis.

La question de la défense des intérêts industriels nationaux donne lieu à un dialogue subtil. Les Français reconnaissent qu'il y a eu une tendance à ce que les Etats essaient de constituer des champions nationaux afin de se présenter en position de force dans les regroupements européens mais dénie le fait que cette politique eut été le seul fait de la France. Implicitement les Allemands expriment le souhait que la politique de regroupement conduise à un partage des tâches industrielles où le leadership serait partagé entre les Etats suivant les domaines, principe que ne reconnaissent pas les Français pour le moment.

Pour les représentants du monde industriel, cette question de la nationalité importe peu, la réalité étant que seul les entreprises européennes avec des produits européens et ayant la taille critique sont susceptibles de préserver leur compétitivité face à leurs rivales américaines.

Sur l'Agence européenne de défense les incompréhensions restent vives. Dans le discours, Français comme Allemands soutiennent l'Agence européenne de défense. Les Français considèrent qu'il est difficile de les accuser de pratiquer une politique nationale étant donné que leur pays est celui qui donne la plus grande impulsion à l'Agence européenne de défense en prônant une augmentation des moyens humains et financiers et une véritable politique commune en matière de recherche et technologie. Ils estiment que les Allemands sont très en retrait par rapport à l'Agence ce que ne reconnaissent pas les Allemands.

Concernant la question du rapprochement des besoins opérationnels, une des conditions pour avoir une véritable politique industrielle européenne, Français et Allemands considèrent que c'est une nécessité mais ne négligent pas les difficultés tant d'ordre technique (question budgétaire, et cycle de renouvellement des matériels) que d'ordre politique : les divergences de vue sur la question irakienne peuvent inciter les pays à être prudent avant d'accepter une dépendance réciproque. Cela étant la politique américaine de restriction sur les transferts de technologie ne peut que les inciter à mettre en place une politique commune. Ils considèrent également que les accords les plus larges possibles sur des programmes communs sont nécessaires tant pour des raisons d'ordre financier que de capacité ultérieure à pouvoir développer les exportations ou simplement du fait que l'Union européenne à 25 est aujourd'hui une réalité. Sur ce sujet l'Airbus A 400 M est cité comme un exemple de réussite.

L'Iran et la prolifération nucléaire

La politique nucléaire de l'Iran tient le monde en haleine depuis des années, d'autant qu'elle est aussi un test pour la viabilité du traité de non-prolifération nucléaire (TNP). Lors de la réunion du 14^{ème} Cercle stratégique franco-allemand, début mai 2006, les négociations venaient de débiter à propos d'une nouvelle proposition de l'"E3 + 3" (France, Allemagne, Grande Bretagne + Etats-Unis, Chine et Russie) présentée à Téhéran le 6 juin par le Haut représentant pour la politique étrangère et de sécurité commune de l'UE, Javier Solana. Cette nouvelle offre élargie prévoyait notamment une coopération en matière de nucléaire civil, la fourniture de pièces de rechange à la compagnie aérienne nationale iranienne et le soutien à la candidature de Téhéran à l'Organisation mondiale du commerce. A l'heure de bouclage de la présente brochure l'ultimatum avait expiré sans que l'Iran ait donné une réponse satisfaisante.

Français et Allemands faisaient en tous cas - après des années d'action conjointe dans le cadre de l'"E3" - une analyse largement identique de cette épineuse situation. Philippe Carré, Directeur des affaires stratégiques, de sécurité et de désarmement au Quai d'Orsay, la qualifie d'"extrêmement préoccupante" compte tenu du fait que l'Iran, bien que membre du TNP depuis 18 ans, se serait secrètement livré à des activités nucléaires qui ne présenterait aucune utilité dans le cadre d'un programme civil. Pour Philippe Carré, l'Union européenne, représentée par la Troïka France/Allemagne/Grande Bretagne, aurait pratiqué un "multilatéralisme effectif" et mis l'accent, face aux Etats-Unis, sur la négociation. Mais il s'attend, si l'Iran rejette la proposition des Occidentaux, à ce que la situation devienne très sérieuse : la capacité du pays à pouvoir un jour disposer d'une capacité nucléaire militaire et le sentiment de la nouvelle et dogmatique équipe dirigeante de "pouvoir poursuivre sa politique en toute impunité" se renforcent en effet jour après jour.

Gernot Erler, ministre délégué aux Affaires étrangères, a poursuivi l'analyse par un survol d'ensemble du conflit nucléaire avec l'Iran, puis de la stratégie de négociation des Européens. Il existe selon lui un conflit d'intérêts quasi naturel entre détenteurs et non-détenteurs d'armes atomiques : les uns sont essentiellement soucieux de non-prolifération tandis que les autres prônent avant tout le désarmement nucléaire. Il existe par ailleurs une autre catégorie d'Etats qui possèdent des armes nucléaires, ne sont pas membres du TNP (l'Inde, le Pakistan) ou nient posséder la bombe (Israël). Pour Gernot Erler, c'est au cœur de ce méli-mélo qu'il faut situer le conflit avec l'Iran, en précisant bien que son droit à maîtriser le cycle nucléaire civil n'a jamais été contesté. On a toutefois eu connaissance à partir d'août 2002 d'informations indiquant que l'Iran se livrait à des activités d'enrichissement non déclarées à l'AIEA et dont l'utilité dans le cadre d'un programme nucléaire civil n'était pas avéré; puis une "ligne rouge" a été franchie en août 2005 lorsque le pays a remis en service son site de conversion d'uranium d'Ispahan malgré les contrôles et la pose de scellés par l'Agence internationale de l'Energie atomique (AIEA).

Gernot Erler précise que la stratégie européenne n'a toutefois jamais été hostile à l'Iran, mais a au contraire toujours tenté d'obtenir la collaboration de Téhéran, soutenu la politique de modernisation du pays et négocié - contrairement au souhait des Américains - en-dehors du Conseil de sécurité des Nations unies. Le rejet de la première proposition européenne en 2005 a selon lui porté un rude coup à cette stratégie ; l'"E3" avait alors proposé la levée des sanctions, une coopération étroite dans le nucléaire civil, un partenariat en matière de technologies de pointe, l'ouverture des marchés aux produits iraniens et un dialogue visant la sécurité et l'instauration d'une zone dénucléarisée au Proche-Orient. Malgré ce revers et la pression américaine, les Européens se sont accrochés à leur stratégie de négociation, réussissant même à amener les Etats-Unis à s'en rapprocher ; tous sont aujourd'hui d'accord pour dire qu'"aucune action militaire n'est à l'ordre du jour". Avec l'élargissement de l'"E3" (devenu "E3 + 3") aux Etats-Unis, à la Russie et à la Chine, l'initiative européenne a pris plus de poids encore, la contrepartie étant qu'il est désormais plus difficile de s'en tenir à une stratégie unifiée. Les intérêts particuliers russes et chinois vis-à-vis de l'Iran doivent en effet être pris en compte : Moscou coopère depuis longtemps avec Téhéran dans le secteur du

nucléaire civil, est depuis des années le fournisseur d'armes n° 1 de la république islamique et a des intérêts géopolitiques traditionnels dans la région ; la Chine quant à elle est surtout intéressée par le pétrole iranien. Téhéran tente donc de façon logique de pousser un coin entre les pays de l'"E3 + 3" et d'amener la Russie et la Chine à se dissocier du front commun. Le nouveau président iranien Mahmoud Ahmadinedjad mène ainsi une habile stratégie de mise en jeu des intérêts nationaux qui gêne la classe politique iranienne pour s'opposer à lui.

A propos de l'avenir, Gernot Erler plaide en faveur "de la patience, de la persévérance et de l'unité".

De la patience : il n'y a pas encore urgence à trouver une solution négociée, car Gernot Erler estime qu'il faudra plusieurs années à l'Iran avant d'arriver à enrichir de l'uranium à des fins militaires, mais "le compte à rebours a commencé".

De la persévérance : Gernot Erler souligne que l'Iran n'est pas seul en jeu et que le conflit autour du nucléaire iranien peut devenir "une bombe pour le TNP".

De l'unité : rien ne doit pouvoir diviser les pays de l'"E3 + 3" ; la Russie et la Chine doivent continuer à en faire partie.

D'une façon générale, conclut Gernot Erler en résumé, c'est "le modèle européen de solution négociée" tel que présenté dans la stratégie de sécurité européenne de 2003 qui "est en jeu".

La discussion suivante s'est principalement concentrée sur le rôle des Etats-Unis dans le conflit nucléaire avec l'Iran. Plusieurs intervenants ont mis en cause le rôle joué par les Européens et évoqué le problème de la capacité exclusive des Etats-Unis à garantir les intérêts de l'Iran en matière de sécurité - un exemple parmi bien d'autres conflits dont celui, étroitement lié à la question iranienne, du Proche-Orient. Un participant français est même allé jusqu'à affirmer que si l'ex-président réformateur Mohammad Khatami avait échoué, il le devait essentiellement à "l'incapacité des Européens à être à la hauteur", les Etats-Unis étant le véritable meneur de jeu de la crise iranienne. Karsten Voigt, spécialiste des Etats-Unis chargé de la coopération germano-américaine au ministère fédéral des Affaires étrangères, a confirmé cette analyse et expliqué pourquoi, contrairement au cas du conflit avec l'Irak, une position commune Europe/Etats-Unis est possible dans le cas de l'Iran : les uns et les autres font une analyse largement identique de la situation (l'Iran ne détient pas l'arme atomique mais souhaite l'obtenir), ont des objectifs très proches (un Iran détenteur de la bombe serait un élément de déstabilisation de la région et du monde) et suivent une stratégie et des étapes très similaires (les Américains sont beaucoup plus réticents qu'à propos de l'Irak non pas à planifier mais à "évoquer sérieusement des interventions militaires") ; enfin, contrairement à ce qui s'est passé avant la guerre d'Irak, Washington ne se contente pas d'"informer" mais "consulte" ("consulter signifie que l'on revoit éventuellement sa position"). Karsten Voigt conclut toutefois en tempérant ce tableau globalement positif par deux restrictions : d'une part, le Congrès américain est très majoritairement favorable à un renforcement des sanctions ; d'autre part, si le droit international est, comme les Nations unies, un élément important dans le débat américain, il n'est "pas un élément qui définit le potentiel et les limites d'une action des Etats-Unis".

L'Afrique et la politique européenne de sécurité et de défense

Français et Allemands se sont également largement entendus sur l'importance de l'Afrique pour l'Europe, les moyens qu'offre la politique européenne de sécurité et de défense (PESD) pour stabiliser la région et les chances et risques liés à la seconde opération européenne au Congo. C'est plutôt entre personnalités politiques et représentants d'organisations civiles et militaires que sont apparues des différences : alors que les uns raisonnent avant tout en termes d'intérêts politiques et stratégiques supérieurs, les autres se concentrent sur les difficultés concrètes "du terrain", en l'occurrence sur le Congo. Le dialogue a permis un échange fructueux entre ces points de vue opposés et la formulation de propositions concrètes visant à améliorer encore la communication et la coordination.

Français et Allemands, députés et experts, militaires et diplomates sont en tous cas tous tombés d'accord quant à l'importance prise par l'Afrique pour l'Europe ces dernières années. Un participant exprime les choses ainsi : depuis le 10^{ème} Cercle stratégique franco-allemand d'octobre 2003, où le sujet a été abordé pour la dernière fois dans ce cadre, l'Afrique est "passée du 3^{ème} au 2^{ème} rang mondial en termes d'importance sur la scène internationale". La raison tient en trois mots-clés : l'approvisionnement énergétique - l'immigration - la Chine.

La discussion a toutefois montré que ce n'est pas tant le poids de l'Afrique sur le terrain des matières premières et de l'énergie qui a changé, mais bien plus la vision qu'en ont les Européens - même si pour l'un des intervenants, "la question des matières premières a gagné en acuité sur la scène internationale en raison des prix et donc de la question d'une éventuelle pénurie". Il cite l'exemple des Etats-Unis, qui souhaitent relever de 15 à 25 % la part de leurs approvisionnements en pétrole provenant d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale pour être moins dépendants de zones à risque comme le Moyen-Orient ou la Caspienne. Le "grand retour de la Chine en Afrique" est lui aussi lié à la question énergétique : Pékin mène une offensive massive sur le continent africain afin d'assurer ses approvisionnements en pétrole mais aussi en d'autres matières premières. Au Soudan par exemple, la Chine détiendrait déjà plus de 80 % des concessions pétrolières. Mais ce "retour" a d'autres facettes : la conquête de marchés destinés aux produits chinois, la présence accrue des industriels du bâtiment chinois et une "immigration chinoise massive" qui rejoint les activités commerciales traditionnelles indiennes (en Afrique de l'Est) et libanaises (en Afrique de l'Ouest). Le 3^{ème} aspect de cette nouvelle perception de l'Afrique par les Européens "est liée aux images dramatiques des réfugiés africains de la zone Méditerranée et des Canaries". Il est à craindre qu'avec la poursuite de l'effondrement de l'Etat dans certains pays d'Afrique et les désastres économiques qu'il entraîne, la pression migratoire augmente encore.

Le phénomène de l'effondrement de l'Etat en Afrique a une autre conséquence, qui pour l'instant affecte surtout les intérêts américains : l'émergence de bases arrières du terrorisme islamiste tel qu'il se manifeste avant tout en Somalie. Tôt ou tard, les Européens seront eux aussi contraints de se pencher sur ce problème ; l'apparition de structures mafieuses dans les Etats en déliquescence d'Afrique de l'Ouest (Libéria, Sierra Leone) a en effet donné le jour à une plaque tournante du trafic mondial de stupéfiants essentiellement tournée vers l'Europe.

Même si une large unanimité s'est dégagée quant à l'analyse globale de la situation, des nuances sont apparues à propos des intérêts et des points de vue français et allemands. Les Allemands ont estimé que pour les Français, les interventions militaires en Afrique n'ont rien d'inhabituel et qu'il n'est pas nécessaire de commencer par expliquer à l'opinion quelle importance revêt l'Afrique pour les intérêts de la France. Il n'en va pas de même en Allemagne, où il est plutôt difficile pour les députés de justifier auprès de leurs électeurs l'envoi de soldats allemands dans un pays comme le Congo, dont la plupart n'ont qu'une vague image. Les différences de tradition et d'histoire entre la France et l'Allemagne ont également été soulignées: alors que de vraies affinités existent, même si elles vont en s'amenuisant, entre la France et

l'Afrique, l'intérêt de l'Allemagne pour le continent africain est plutôt indirect. Cela s'explique d'une part par la "mauvaise conscience" due à l'échec de la communauté internationale face aux génocides du Rwanda et du Darfour et d'autre part par le rôle joué par les Nations unies en vue de stabiliser le continent africain ; étant donné le fort soutien qu'elle a toujours apporté à l'ONU, l'Allemagne ne pouvait pas lui refuser de s'engager au Congo. Il a enfin été à nouveau souligné du côté français que les interventions en Afrique au titre de la PESD ne constituent pas un "prolongement de la politique française par d'autres moyens", que Paris attache beaucoup d'importance à la fonction de l'Union africaine et des organisations régionales comme la CEDEAO en Afrique de l'Ouest et que les actions militaires prennent une tournure de plus en plus "euro-africaine" ; 80 % de soldats africains ont ainsi participé aux sept dernières opérations de paix.

La deuxième partie de la discussion a porté sur l'intervention de l'UE au Congo ; placée sous commandement allemand, elle est fortement soutenue par la France. Cette deuxième mission européenne en Afrique - après le succès de l'opération Artémis dans la partie Est du Congo en 2003 - a recueilli l'assentiment général malgré des critiques sur le détail des opérations. Le nombre réduit de soldats mobilisés (1780) et la limitation du mandat à la capitale, Kinshasa, avec pour mission essentielle d'assurer le bon déroulement des élections présidentielle et législatives, voire l'évacuation des observateurs internationaux, ont ainsi été dénoncés par certains. Qu'allait-il se passer en cas de massacres à 300 km de Kinshasa et de menace pour la vie des observateurs ? Il était impératif aux yeux des sceptiques de pouvoir assurer leur sécurité dès lors que l'on décidait d'en déployer sur l'ensemble du territoire.

La question des observateurs a ainsi été placée au centre du débat. Il a été souligné que le contingent limité envoyé par les Européens ne serait guère en mesure de garantir le bon déroulement des élections, surtout avec un mandat réduit et dans un pays grand comme l'Afrique de l'Ouest. Les 17 800 soldats de la MONUC, la mission des Nations unies en République démocratique du Congo, n'y pourront rien changer, leur mission consistant à empêcher les massacres et à désarmer les milices dans l'Est du pays essentiellement. Le principal problème consistera - de l'avis de tous - à faire accepter le résultat des élections : "Un seul candidat sortira vainqueur de la présidentielle et sur les 9000 candidats à la députation, 500 seulement seront élus. Il faudra donc faire comprendre aux autres qu'ils ont perdu une élection libre et honnête. Or avec 300 observateurs pour 13 000 bureaux de vote, on peut sérieusement douter de la crédibilité de l'exercice". La seule solution consisterait à envoyer sur place au moins autant d'observateurs que de soldats européens - et ce serait encore insuffisant. "En Afrique du Sud, il y avait en tout 3 000 observateurs ; or le pays est plus petit et dispose d'une infrastructure bien meilleure".

Ce jugement pessimiste a été indirectement appuyé par un représentant du monde politique qui a fait état d'une récente conversation avec le vice-président congolais, Jean-Pierre Bemba, l'un des principaux rivaux du président Joseph Kabila. Convaincu que les élections ne seront ni libres ni honnêtes, Jean-Pierre Bemba demande la présence d'au moins 5 000 observateurs. Pour cet intervenant, ce qu'il y a d'inquiétant dans cette déclaration, c'est que Jean-Pierre Bemba laisse ainsi déjà entendre qu'en cas de défaite, il ne reconnaîtra pas le résultat du scrutin - avec tout ce que cela signifie pour la stabilité du pays, que les élections sont précisément censées servir. Comme d'autres candidats, Jean-Pierre Bemba dispose en effet de milices lourdement armées susceptibles de déclencher un scénario d'épouvante où les soldats européens seraient en bien mauvaise posture. Or c'est justement dans une telle hypothèse, conclut l'intervenant cité, qu'il s'agirait de prévenir grâce aux soldats européens "le risque résiduel, par une présence visible soutenue par toute l'autorité de l'UE et qui se manifeste dans la capitale, Kinshasa, là où le résultat du vote est reconnu comme là où il ne l'est pas".

Le débat de clôture s'est concentré sur la question d'un projet global concernant la politique africaine de l'Europe dans le cadre du triangle "gouvernance, sécurité et développement". Un manque de coordination a été relevé en termes de conception et de finances, tant à l'échelon national qu'à l'échelon européen. Certains députés allemands ont particulièrement dénoncé le cloisonnement, depuis longtemps obsolète,

entre politique de sécurité, politique européenne et politique de développement, synonyme à leurs yeux de "raisonnement par catégories" des responsables politiques en charge de chacun de ces domaines et de séparation des budgets. Pour ces députés, l'exemple du Congo a permis de constater que dans les années à venir, ce n'est pas d'aide au développement mais d'une réforme du domaine de la sécurité qu'il faudrait parler ; l'aide au développement n'ayant pas contribué de manière stratégique à la stabilisation de l'Afrique, il faut maintenant sérieusement réfléchir à un mode de transfert de crédits flexible d'un domaine à l'autre.

Plusieurs propositions concrètes ont été formulées. Il a par exemple été demandé à la FES et à l'IRIS de contribuer à une meilleure information de la partie allemande à propos de l'expérience acquise par la France en Afrique, la répartition des tâches autrefois en vigueur - "les Français s'occupent de politique africaine, les Allemands de l'Est" - étant condamnée à l'avenir. La Fondation pourrait en outre - autre proposition - organiser une rencontre entre députés en charge des différents domaines politiques. L'objectif serait d'échanger des expériences et de dégager des idées permettant par exemple de financer des projets globaux et non des actions isolées comme celle du Congo actuellement. Une deuxième rencontre pourrait ensuite être organisée avec des représentants des autres parlements européens. Il a également été proposé de réunir des députés, des assistants parlementaires et des représentants des ministères concernés.

14. CERCLE STRATÉGIQUE FRANCO-ALLEMAND

Enghien-les-Bains, 3 et 4 mai 2006

Hôtel du Lac

PROGRAMME

Mercredi 3 mai 2006

16h30 **POILITIQUES INDUSTRIELLES NATIONALES ET POLITIQUE
EUROPEENNE POUR L'INDUSTRIE D'ARMEMENT**

Alain Richard, Maire de St-Ouen l'Aumône, ancien Ministre de la Défense

Franz H.U. Borkenhagen, ancien directeur du centre d'analyse et de prévision
du Ministère de la défense

Modérateur : **Jean-Pierre Maulny**, directeur adjoint de l'IRIS

Débat

Jeudi 4 mai 2006

9h00 **L'IRAN ET LA PROLIFERATION NUCLÉAIRE**

Philippe Carré, Directeur des Affaires stratégiques, de sécurité et du
désarmement, Ministère des Affaires étrangères

Gernot Erlor, député, Ministre délégué au
Ministère des Affaires Etrangères

Modérateur : **Pascal Boniface**, directeur de l'IRIS

Débat

11h00 **LA PESD ET L'AFRIQUE**

Christian-Charles Falzone, Sous-Chef d'Etat-Major
« Relations internationales »

Winrich Kühne, directeur du Centre pour les opérations
internationales de maintien de la paix

Modérateur : **Winfried Veit**, directeur du bureau parisien de la FES

Débat